

L'hon. A. J. MacEachen (ministre du Travail): Hier M. Perry a tenu des réunions officielles avec les employeurs, première étape de la médiation.

LES ADMINISTRATEURS DES SYNDICATS MARITIMES—ENTENTE ENTRE LES MARINS ET UNE PUISSANCE ÉTRANGÈRE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. H. W. Herridge (Kootenay-Ouest): Je désire poser une question au secrétaire d'État suppléant aux Affaires extérieures. Le ministre voudrait-il dire à la Chambre si, à son avis, les pouvoirs des administrateurs des syndicats du transport maritime permettent à ces administrateurs d'approuver des arrangements ou des accords financiers entre le Syndicat international des gens de mer et une puissance étrangère? Le ministre estime-t-il que la procédure est régulière, du point de vue constitutionnel?

L'hon. C. M. Drury (secrétaire d'État suppléant aux Affaires extérieures): La question est très intéressante...

M. l'Orateur: Une fois de plus, je suis très reconnaissant à l'honorable député de m'avoir envoyé avis de cette question et de m'avoir donné l'occasion de lui signaler le commentaire 171 m) de Beauchesne; le voici:

Une question, orale ou écrite, ne doit pas: m) demander la solution d'une question juridique, telle l'interprétation d'un statut, des pouvoirs d'un ministre, et ainsi de suite.

Je conseillerais donc au député de poser sa question autrement; sans quoi elle est inacceptable.

M. Herridge: Puis-je, en toute déférence, poser une question supplémentaire en bonne et due forme? Le ministre a-t-il obtenu un avis juridique à ce propos?

L'hon. M. Drury: Non, mais, dès son retour, je demanderai au secrétaire d'État s'il en a reçu un.

HAL BANKS—RÉTENTION DE SON POSTE AU SEIN DE LA «SEAFARERS CORPORATION»

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Eldon M. Woolliams (Bow-River): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre du Travail. Est-il disposé à déposer à la Chambre les documents qui révèlent que M. Banks n'est plus président de la *S.I.U. Builders Corporation Ltd.* et à mettre à jour les archives du secrétaire d'État pour démontrer la véracité de sa déclaration de vendredi?

L'hon. A. J. MacEachen (ministre du Travail): Monsieur l'Orateur, je ne suis pas [M. Olson.]

comptable des archives de la division des compagnies du secrétaire d'État...

M. Woolliams: Vos administrateurs le sont.

L'hon. M. MacEachen: ...et les inscriptions qui figurent dans ces archives n'ont rien à faire avec le point en cause. Mais je déposerais volontiers, du consentement de la Chambre, un exemplaire de la lettre de Son Honneur le juge Lippé confirmant les faits que j'ai exposés à la Chambre vendredi dernier. (*Applaudissements*)

M. l'Orateur: La Chambre y consent-elle?

Des voix: D'accord!

LA HOUILLE

NOUVELLE-ÉCOSSE—DEMANDE D'AIDE À L'INDUSTRIE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Robert Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria): J'aurais une question à poser au ministre du Commerce. Est-il maintenant en mesure de fournir une réponse appropriée, comme il a dit, à la question que je lui ai posée il y a quelques jours au sujet de l'aide à l'industrie houillère en Nouvelle-Écosse?

L'hon. Mitchell Sharp (ministre du Commerce): Le 3 juin, l'honorable député m'a posé une question au sujet du comité interministériel de la houille au Cap-Breton, et j'ai confirmé que j'avais une certaine responsabilité à cet égard.

Le comité interministériel étudie cette question depuis quelque temps et on a décidé qu'il était souhaitable d'obtenir de l'aide de l'extérieur afin de mieux poursuivre cette étude et d'en arriver le plus rapidement possible à une conclusion. En conséquence, le gouvernement a retenu les services de M. Ritchie Donald de la société *J. R. Donald and Associates* de Montréal qui me conseillera ainsi que le comité interministériel; en outre, il s'abouchera avec le gouvernement de la Nouvelle-Écosse et la *Dominion Coal Company* ainsi qu'avec d'autres organismes intéressés. M. Donald se rendra à Halifax cette semaine et il s'entretiendra avec le premier ministre Stanfield et le comité provincial. Il se rendra ensuite à Sydney en vue d'entretiens avec lord Robens et ses associés.

M. Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria): Puis-je demander au ministre combien de temps, selon lui, M. Donald mettra à terminer son travail?

L'hon. M. Sharp: Je lui ai demandé de présenter un rapport le plus tôt possible compte